ML. L. 5359/2.

- 1 -
9 NOV. 1956
coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 2 août 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "apportant certaines modifications au régime des pensions de guerre 1914-1918 et relatif à certaines mesures favorisant la mission des commissions de pensions", a donné le 1er octobre 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e augustus 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende zekere wijzigingen aan het regime der pensioenen van de oorlog 1914-1918 en betreffende sommige maatregelen ter vergemakkelijking van de opdracht van de pensioencommissies", heeft de 1e october 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet, d'une part de régler l'intervention de l'Office médico-légal dans l'examen des pensions militaires d'invalidité et des pensions aux veuves et ayants droit des militaires de la guerre 1914-1918, d'autre part de permettre, tant aux commissions prévues par les lois coordonnées sur les pensions militaires qu'à celles prévues par les lois coordonnées sur les pensions de réparation, de compléter leur information par la consultation des services publics généralement quelconques, des autorités officielles ainsi que des médecins et des établissements sanitaires officiels ou privés, susceptibles de fournir des renseignements sur les cas dont elle sont saisies.

Pour réaliser cet objet, il convient de procéder par voie de modifications aux textes légaux actuellement en vigueur.

I. <u>En ce qui concerne l'intervention de l'Office médico-légal en matière de pensions afférentes à la guerre 1914-1918</u>.

Le projet de loi donne à l'Office médico-légal un pouvoir plus étendu que celui qui lui est actuellement confié par les lois sur les pensions de réparation pour les victimes de la guerre 1940-1945.

Aux termes des articles 1er et 2, dernier alinéa, du projet, la commission sera, en effet, liée par les conclusions de l'Office médico-légal, alors que les lois coordonnées sur les pensions de réparation ne donnent à l'Office médico-légal qu'un rôle d'expert.

.../...

Il résulte des précisions données au cours de l'instruction du projet par le fonctionnaire délégué que dans la pensée du Gouvernement, en ce qui concerne les pensions militaires d'invalidité, la commission ne sera liée par les conclusions de l'Office médico-légal que pour le taux d'invalidité.

Si l'article 1er, alinéa 1er, mentionne les arrêtés des 7 avril 1945 et 21 décembre 1954 qui ont institué et réorganisé l'Office médico-légal, ces références n'ont dans l'intention du Gouvernement d'autre but que d'identifier le collège d'experts médicaux compétents. Cette référence ne doit pas avoir pour effet de donner un statut légal à l'Office et d'en soustraire l'organisation au Gouvernement.

La disposition qui figure à l'alinéa 2 de l'article 1er, suivant laquelle l'Office médico-légal "saisit, selon le degré de la procédure administrative, un expert de première instance ou une chambre d'appel", ne fait que paraphraser en les résumant les dispositions qui figurent aux articles 13 et 18 de l'arrêté royal du 21 décembre 1954 réorganisant l'Office médico-légal. Elle est superflue dans le texte du présent projet.

.../...

Par contre, pour éviter toute équivoque quant à la compétence de l'Office, la première phrase de l'alinéa 2 devrait être plus explicite et dire qu'outre le degré d'invalidité l'Office médico-légal peut, à la demande de la commission, déterminer la relation scientifique de causalité entre l'invalidité et la blessure ou l'affection invoquée. Toutefois cet avis sur le lien de causalité ne lie pas la commission.

Le "barème officiel belge des invalidités" auquel se réfère le troisième alinéa de l'article 1er est actuellement celui qui a été approuvé par l'arrêté du Régent du 12 février 1946 .

Au même alinéa, après les mots "arrêté royal du 4 mai 1920", il y a lieu d'ajouter son intitulé : "réglant la justification des droits à la pension militaire".

A l'article 2, il y a lieu de remplacer la fin de l'alinéa 1er par le texte suivant : " ... de l'article 13 des lois coordonnées sur les pensions militaires, tel qu'il a été modifié par la loi du 13 mai 1929".

.../...

II. <u>En ce qui concerne la consultation des autorités et services médicaux.</u>

Aux termes de l'article 3 du projet, toute demande de pension de réparation ou de pension accordée en vertu des titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires emporte, de la part du requérant, l'autorisation pour les organismes et personnes désignés par le projet de fournir les renseignements qui leur sont demandés par la commission à l'intervention du médecin membre de la commission. Il va sans dire que pour la régularité de la procédure c'est à la commission elle-même que ces renseignements devront être donnés. Ils feront partie du dossier.

La disposition projetée n'emporte pas l'obligation pour le médecin consulté de révéler les secrets dont il est détenteur en raison de sa profession, lors même qu'il y serait autorisé pas l'intéressé.

Cette autorisation n'a d'autre effet que de mettre à l'abri d'une action en dommages-intérêts le médecin ou le service consulté qui aurait livré le secret. Toutefois, le but de la loi projetée étant de permettre d'obtenir les renseignements nécessaires, elle implique que les personnes consultées seront soustraites aux poursuites fondées sur l'article 458 du Code pénal.

.../...

Tenant compte de ces observations, le Conseil d'Etat propose de rédiger le projet comme suit :

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur les pensions militaires et les lois coordonnées sur les pensions de réparation.

...

Article 1er.-

Dans les lois coordonnées sur les pensions militaires, l'article 67, 1°, est complété par les dispositions suivantes :

"Lorsque la commission estime que les droits à pension ou à majoration de pension sont susceptibles d'être établis, elle soumet les requérants à une expertise médicale effectuée à l'intervention de l'Office médico-légal, institué par l'arrêté du Régent du 7 avril 1945 et réorganisé par l'arrêté royal du 21 décembre 1954.

L'Office médico-légal détermine le degré d'invalidité résultant de la blessure ou de l'affection invoquée. Il peut être consulté sur la relation scientifique de causalité existant entre elles.

L'Office médico-légal exécute la mission qui lui est confiée conformément aux dispositions qui régissent son organisation et son fonctionnement.

.../...

L'Office médico-légal détermine l'importance de l'invalidité d'après le barème officiel belge des invalidités. Toutefois, il est tenu de se rapporter au barème des invalidités annexé à l'arrêté royal du 4 mai 1920 réglant la justification des droits à la pension militaire dans les cas où ce barème est plus favorable.

La commission chargée de statuer sur les droits aux pensions se conforme aux conclusions de l'Office médico-légal quant au degré d'invalidité".

Article 2.-

L'article 67, 2°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, est complété par les dispositions suivantes :

"Après avoir recueilli les éléments étiologiques et les avoir vérifiés, la commission les soumet à l'examen de l'Office médico-légal.

Celui-ci détermine, du point de vue scientifique, le rapport de causalité exigé par le 2° des paragraphes I et II de l'article 13 des lois coordonnées sur les pensions militaires tel qu'il a été modifié par la loi du 13 mai 1929.

L'Office médico-légal exécute la mission qui lui est confiée conformément aux dispositions qui régissent son organisation et son fonctionnement.

La commission statue en se conformant aux conclusions de l'Office médico-légal".

.../...

Article 3.-

L'article 67 des lois coordonnées sur les pensions militaires est complété par la disposition suivante :

"5° Toute demande de pension ou d'allocation prévue par les titres II et III de la présente loi, de même que toute demande de revision d'une décision relative à ces pensions ou allocations emporte l'autorisation pour tout service public, toute autorité officielle, tout médecin et tout établissement officiel ou privé, de produire à la commission chargée de statuer les informations d'ordre médical que celle-ci juge nécessaires pour autant qu'elles soient demandées à l'intervention du médecin membre de cette commission".

Article 4.-

L'article 44 des lois coordonnées sur les pensions de réparation est complété par la disposition ci-après, qui en devient le § 2. La disposition existante de l'article 44 devient le § 1er :

" § 2. Toute demande de pension ou d'allocation attribuée en exécution de la présente loi, de même que toute demande de revision d'une décision relative à ces pensions ou allocations emporte l'autorisation ...

... (pour la suite , même texte qu'à l'article 3)... ".

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

Het ontwerp strekt er toe, enerzijds voorzieningen te treffen voor de deelneming van de Gerechtelijk Geneeskundige Dienst aan het onderzoek van de militaire invaliditeitspensioenen en van de pensioenen aan weduwen en rechthebbenden van militairen van de oorlog 1914-1918, en anderzijds de commissies ingesteld door de samengeordende wetten betreffende de militaire pensioenen en door de samengeordende wetten betreffende de vergoedingspensioenen in de mogelijkheid te stellen verdere inlichtingen in te winnen bij om het even welke openbare diensten, ambtelijke overheden, geneesheren en officiële of private gezondheidsinstellingen die hun gegevens kunnen verschaffen over de door hen af te handelen gevallen.

Dit doel moet evenwel worden bereikt door wijzigingen aan de thans geldende wetteksten.

I. Ten aanzien van de bemoeiïngen van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst inzake pensioenen voor de oorlog 1914-1918.

Het ontwerp van wet geeft de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst een ruimere bevoegdheid dan hem door de wetten betreffende de vergoedingspensioenen voor de oorlogsgetroffenen 1940-1945 is opgedragen.

Volgens de artikelen 1 en 2, laatste lid, van het ontwerp zal de commissie immers gebonden zijn door de besluiten van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst, terwijl deze Dienst, krachtens de samengeordende wetten betreffende de vergoedingspensioenen, slechts als deskundige optreedt.

.../...

Volgens de toelichting welke de gemachtigde ambtenaar tijdens de behandeling van het ontwerp heeft verstrekt, bedoelt de Regering dat de commissie inzake militaire invaliditeitspensioenen alleen voor het invaliditeitspercentage door de besluiten van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst zal zijn gebonden.

Artikel 1, eerste lid, vermeldt de besluiten van 7 april 1945 en 21 december 1954 tot instelling en reorganisatie van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst; deze verwijzingen moeten volgens de bedoeling van de Regering alleen dienen om het college van bevoegde medische deskundigen te identificeren. De verwijzing mag niet tot gevolg hebben, dat aan de Dienst een wettelijk statuut wordt gegeven en dat de organisatie ervan aan de Regering wordt onttrokken.

Het bepaalde in het tweede lid van artikel 1, volgens hetwelk de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst "haar gelang de graad van de administratieve procedure, een beroep doet op een expert in eerste aanleg of op een kamer van beroep", is niets anders dan een verkorte paraphrase van het bepaalde in de artikelen 13 en 18 van het koninklijk besluit van 21 december 1954 tot reorganisatie van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst. In de tekst van het ontwerp is het overbodig.

.../...

Daarentegen behoort de eerste volzin van het tweede lid, om verwarring over de bevoegdheid van de Dienst te voorkomen, met zoveel woorden te zeggen, dat de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst behalve de invaliditeitsgraad, op verzoek van de commissie het wetenschappelijk oorzakelijk verband tussen de invaliditeit en de aangevoerde verwonding of kwaal kan bepalen. Dit advies over het oorzakelijk verband bindt echter de commissie niet.

De "officiële Belgische schaal van invaliditeiten" waarvan sprake in het derde lid van artikel 1 is thans het tarief dat goedgekeurd is bij besluit van de Regent van 12 februari 1946.

In hetzelfde lid voege men na de woorden "koninklijk besluit van 4 mei 1920" het opschrift van dit besluit in : "tot regeling van de rechtvaardiging der rechten op het militair pensioen".

In artikel 2 vervange men het slot van het eerste lid als volgt : "... van artikel 13 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, zoals het bij de wet van 13 mei 1929 is gewijzigd".

II. <u>Ten aanzien van het raadplegen van medische overheden en diensten.</u>

Volgens artikel 3 van het ontwerp houdt elke aanvraag om vergoedingspensioen of pensioen toegekend op grond van de titels II en III van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, in dat de aanvrager

.../...

aan de in het ontwerp aangewezen personen en instellingen toelating geeft tot het verstrekken van de gegevens welke de commissie, door toedoen van de geneesheer die er lid van is, hun heeft gevraagd. Het spreekt van zelf dat die gegevens voor de regelmatigheid van de procedure aan de commissie zelf zullen moeten worden verstrekt. Zij zullen deel uitmaken van het dossier.

De ontworpen bepaling verplicht de geneesheer die om inlichtingen wordt verzocht, niet tot mededeling van de geheimen die hij krachtens zijn beroep bewaart, zelfs al had de belanghebbende daarmede ingestemd.

Deze toestemming zal geen ander gevolg hebben, dan dat de geraadpleegde geneesheer of dienst die het geheim heeft medegedeeld, tegen vordering tot schadeloosstelling beveiligd is. Daar de ontworpen wet er echter toe strekt, het verkrijgen van de nodige inlichtingen mogelijk te maken, onderstelt dit dat de geraadpleegde personen niet blootstaan aan vervolgingen krachtens artikel 458 van het Strafwetboek.

Met inachtneming van deze opmerkingen stelt de Raad van State voor, het ontwerp als volgt te lezen :

.../...

Ontwerp van wet tot wijziging van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen en van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen.

...

Artikel 1.-

In de samengeordende wetten op de militaire pensioenen wordt artikel 67, 1°, met de volgende bepalingen aangevuld :

"Wanneer de commissie oordeelt, dat er rechten op pensioen of op verhoging van pensioen kunnen worden vastgesteld, onderwerpt zij de aanvragers aan een geneeskundige expertise, te verrichten door toedoen van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst ingesteld door het besluit van de Regent van 7 april 1945 en gereorganiseerd door het koninklijk besluit van 21 december 1954.

De Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst bepaalt de graad van invaliditeit die het gevolg is van de aangevoerde verwonding of kwaal. Hij kan geraadpleegd worden over het wetenschappelijk oorzakelijk verband tussen deze.

De Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst oefent de hem opgedragen taak uit overeenkomstig de bepalingen die zijn organisatie en zijn werking regelen.

.../...

De Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst bepaalt de omvang van de invaliditeit volgens het officieel Belgisch invaliditeitstarief. Hij is nochtans verplicht rekening te houden met het invaliditeitstarief, gevoegd bij het koninklijk besluit van 4 mei 1920 tot regeling van de rechtvaardiging der rechten op het militaire pensioen, ingeval dit tarief voordeliger mocht zijn.

De commissie die gelast is over de pensioenrechten uitspraak te doen, gedraagt zich naar de conclusies van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst ten aanzien van de invaliditeitsgraad".

Artikel 2.-

Artikel 67, 2°, van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"Na de etiologische gegevens te hebben bijeengebracht en onderzocht, legt de commissie deze voor aan de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst.

Deze stelt uit een wetenschappelijk oogpunt het oorzakelijk verband vast, dat vereist is krachtens 2° van de paragrafen I en II van artikel 13 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, zoals het bij de wet van 13 mei 1929 is gewijzigd.

De Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst oefent de hem opgedragen taak uit overeenkomstig de bepalingen die zijn organisatie en zijn werking regelen.

In haar uitspraak gedraagt de commissie zich naar de conclusies van de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst".

.../...

Artikel 3.-

Artikel 67 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"5° Elke aanvraag om een pensioen of toelage bedoeld in de titels II en III van deze wet, en elke aanvraag om herziening van een beslissing met betrekking tot deze pensioenen of toelagen houdt in, dat aan elke openbare dienst, elke ambtelijke overheid, elke geneesheer en elke officiële of private instelling toelating wordt gegeven om aan de bevoegde commissie de inlichtingen van geneeskundige aard te verstrekken welke deze nodig acht, voor zover ze gevraagd werden door toedoen van de geneesheer die lid van de commissie is."

Artikel 4.-

Artikel 44 van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen wordt met de volgende bepaling aangevuld, die § 2 wordt. De bestaande bepaling van artikel 44 wordt § 1 :

"§ 2. Elke aanvraag om pensioen of toelage uitgekeerd krachtens deze wet en elke ...

... (voorts zoals in artikel 3) ...".

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	G. HOLOYE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L. FREDERICQ, J. LIMPENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J. CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. VLIEBERGH, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. VLIEBERGH, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.